

Original: AY

Kopien: BRF KE SRU NF KT CAF SFR BJO GRN HO SIN SI  
 DY VSG WER BOD LA RIA CM RAE WI GH SUR WOK LTJ  
 FMD KJ DEH

Kopie nach Kenntnisnahme vertraulich vernichten!

Lima, 20.4.1992

12h30

38 hhhh

pour dfae, secretariat politique  
 avec copies svp a:  
 - division politique ii  
 - dda, section americque latine

confidentiel

r.p. no. 3/1992

vers un durcissement de la situation au perou?

1. deux semaines apres le coup d'etat civil du 5 avril 1992, la situation politique au perou est tres claire: il y a d'un cote le president de la republique alberto fujimori et son "gouvernement d'urgence et de reconstruction nationale", qui sont appuyes par les forces armees et la police et soutenus par les principales organisations faitieres de l'economie et de la finance et par environ trois quarts de la population peruvienne, il y a de l'autre les deux vice-presidents de la republique, maximo san roman et carlos garcia, l'ensemble de la classe politique (a l'exception d'une partie du mouvement cambio 90), les medias prives peruviens, un quart de la population, la plupart des gouvernements etrangers et l'opinion publique internationale.

les premiers sont favorables a la dissolution du congres ("jusqu'a l'approbation par plebiscite d'une nouvelle organisation du pouvoir legislatif"), a la reorganisation totale du pouvoir judiciaire, du conseil national de la magistrature, du tribunal des garanties constitutionnelles, du ministere public et du "controle general de la republique" (contraloria), et a la suspension de toutes les dispositions de la constitution incompatibles avec les objectifs du gouvernement. les seconds s'opposent avec virulence a la violation de la constitution et appellent a un retour immediat ou tres rapide a la democratie.

quant aux deux mouvements subversifs - le "sendero luminoso", d'inspiration maoiste, et le "movimiento revolucionario tupac amaru" (mrta), d'obedience castriste -, ils ne se sont pas prononces, mais ils ne peuvent que se rejouir de la polarisation de la situation.

21.4.92 09h00 -o- be

Dodis



2. j'ai eu l'occasion de vous decrire la maniere dont le president fujimori s'y est pris pour instaurer son nouveau regime et de vous exposer les peripeties, evidemment dramatiques mais heureusement - jusqu'a aujourd'hui tout au

moins - peu violentes, de son coup de force. je n'y reviendrai pas ici.

il me semble par contre necessaire de rappeler quelques elements importants qui peuvent aider a comprendre la situation actuelle et a entrevoir les issues possibles:

- le perou est affecte depuis tres longtemps par une profonde crise sociale et economique. il y regne en outre une grande violence politique depuis que le "sentier lumineux", en 1980, s'est lance dans la lutte armee. c'est donc un pays tres difficile a gerer.
- les institutions democratiques etablies dans la constitution du 12 juillet 1979 et en vigueur depuis le 28 juillet 1980 n'ont pas ete mises veritablement a l'epreuve sous la presidence de fernando belaunder (1980-1985) ni sous celle d'alan garcia (1985-1990) puisque l'un et l'autre disposaient d'une confortable majorite au congres.
- ce n'est qu'a partir du 28 juillet 1990, date de l'entree en fonction du president alberto fujimori, que les mecanismes de controle du parlement sur le pouvoir executif prevus par la constitution ont ete pour la premiere fois utilises, le president ne disposant pratiquement d'aucun appui automatique au parlement.
- le president fujimori n'etant, par caractere, pas un homme de dialogue, on a assiste pendant les 20 premiers mois de sa presidence, a des affrontements incessants avec le congres, qui sur le fond aurait souvent ete dispose a accepter les projets de reformes presentes par l'executif si celui-ci avait reconnu l'apport du pouvoir legislatif et accepte de negocier avec lui.
- de l'autre cote, il faut bien reconnaitre que les chambres ont perdu beaucoup de temps dans des discussions assez steriles, voire quelquefois esoteriques, delegant un peu facilement leurs competences legislatives au president de la republique, pour ensuite refuser les decrets legislatifs qu'il avait formulees.
- les deficiences du pouvoir judiciaire etaient encore plus evidentes: manquant de moyens, il etait tres lent et particulierement corrompu. ses instances superieures etaient en outre manifestement partisanses. l'apra y avait une influence determinante, dont il a souvent use ces derniers temps pour paralyser l'action du gouvernement.
- la crise des institutions et la necessite de les reformer etaient reconnues par une grande partie de la classe politique et plusieurs projets de lois visant a ameliorer la situation etaient en cours.

« conscient de l'impopularite des pouvoirs legislatif et judiciaire, le president fujimori s'est cru assez fort pour engager tout seul les reformes qui devaient selon lui permettre de donner une structure moderne et liberale a l'economie peruvienne et de lutter avec efficacite contre le terrorisme, le trafic de drogue et la corruption.

3. tout cela pour dire - en simplifiant un peu - que le probleme a resoudre ne provient pas vraiment d'une divergence de fond, mais consiste plutot en une question de forme.

en violant la constitution, qui fixe de facon detaillee les conditions d'une dissolution de la chambre des deputes et

qui interdit expressement la dissolution du senat, le president fujimori s'est mis hors la loi. bien qu'il s'en defende, son coup de force est un coup d'etat. un coup d'etat contre les institutions.

la reaction des partis politiques a ete rapide et bien organisee, la position legaliste adoptee par la grande majorite des parlementaires s'est vue formalisee, des le 9 avril, par la declaration de vacance de la presidence de la republique "pour incapacite morale" conformement a l'article 206 chiffre i de la constitution et par la nomination du 2e vice-president de la republique, le pasteur carlos garcia y garcia comme chef de l'etat (en l'absence du 1er vice-president, maximo san roman, qui se trouvait a santo domingo au moment des evenements). il est probable que maximo san roman, maintenant de retour a lima, nomme un gouvernement "constitutionnel" quand il aura prete serment, d'ici un ou deux jours, comme nouveau president "constitutionnel" du perou. le pays aura alors deux presidents et deux gouvernements - le gouvernement "de facto" et le gouvernement "de jure" et la crise politique n'en sera que plus difficile a resoudre.

4. la question qui se pose maintenant est de savoir s'il existe une solution de compromis qui puisse prendre en compte la necessite d'un retour rapide a la democratie tout en integrant celle d'une reforme des institutions.

c'est dans ce sens que le president de l'institut "libertad y democracia", hernando de soto, s'est prononce il y a quelques jours, dans une declaration pleine de bon sens et tres remarquee dans laquelle il proposait qu'on ouvre rapidement une negociation sur la base d'un accord initial selon lequel les parlementaires accepteraient de retirer toutes les entraves qu'ils avaient mises aux reformes raisonnables proposees par le pouvoir executif et s'engageraient a realiser une modification de la constitution qui inclue une reforme du congres et du pouvoir judiciaire alors que, de son cote, le president accepterait de laisser au congres le role fondamental qui lui correspond dans n'importe quelle democratie.

malheureusement, meme s'ils sont d'avis qu'une partie des reformes preconisees par le president sont necessaires, les partis politiques ne veulent pas d'une negociation, considerant qu'alberto fujimori (''l'ingenieur fujimori'', sic) n'est deja plus president et que tous les actes du gouvernement d'exception sont nuls. le president fujimori n'en veut pas non plus, considerant probablement qu'il ne peut pas se permettre en ce moment la moindre ouverture sur la question constitutionnelle. se fondant sur les sondages d'opinion, qui lui sont toujours tres favorables, le president va vraisemblablement annoncer aujourd'hui ou demain son programme pour le retour a la democratie, afin de couper l'herbe sous les pieds de son ancien colistier et desormais concurrent, maximo san roman.

5. dans cette perspective, il est evident que les pressions exterieures en faveur d'un retour rapide a la democratie jouent et joueront un role essentiel. la decision du

gouvernement americain de bloquer l'essentiel de son aide financiere et technique (mais pas son aide humanitaire), la resolution de l'oea du 13 avril appelant a un retablissement urgent de l'ordre institutionnel democratique au perou et invitant tous les etats a reevaluer leurs relations et en particulier leur cooperation avec ce pays, comme la suspension des relations diplomatiques decidee par le venezuela ont ete autant de semonces adressees au president fujimori, mais le risque existe que ces interventions etrangeres, assurement justifiees, en s'ajoutant a l'affrontement des deux pouvoirs ''de facto'' et ''de jure'' ne poussent le president fujimori a adopter une attitude plus dure et l'enferme dans une logique de dictature qu'il n'a a vrai dire pas encore acceptee.

c'est pourquoi l'on ferait bien, dans les capitales occidentales, de se montrer prudent et de ne pas planter trop de banderilles dans le dos du taureau. ce taureau-la evolue dans une arene fermee, dont il ne s'echappera pas. laissons-le choisir entre l'epee de la loi et les rigueurs d'un hara-kiri de circonstance. a moins que les vestales locales se chargent, baionnette au canon, d'arreter la corrida et d'imposer le couvre-feu...

cerjat

ambasuisse